

Charles de COURSON

*Marne (5^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Ecologie, développement et aménagement durables - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration [J.O. du 2 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2008 [J.O. du 13 décembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2007 [J.O. du 20 décembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 9 janvier 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 janvier 2008]

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle relative au retour à l'équilibre des finances publiques (n° 573) [9 janvier 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 janvier 2008]

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 14 février 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Ecologie, développement et aménagement durables - [16 juillet 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 [J.O. des 17 et 24 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 18 : Ecologie, développement et aménagement durables - Transports aériens et météorologie - Contrôle et exploitation aériens (n° 276) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi constitutionnelle de M. François Sauvadet, M. Charles de Courson et plusieurs de leurs collègues relative au retour à l'équilibre des finances publiques (n° 573) [16 janvier 2008] (n° 609)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Montant des pensions. Revalorisation [22 janvier 2008] (p. 390)

Finances publiques. Déficits publics. [29 avril 2008] (p. 1766)

Impôts et taxes. Exonération. [10 juin 2008] (p. 3179)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Se prononce en faveur du dispositif permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa contribution au titre d'apports à sa propre société - fonds propres des PME [18 octobre 2007] (p. 2959)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1659)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1666)

Son intervention (p. 1675)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 1721)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : plafonnement (p. 1675)

Donations et successions (p. 1676, 1722)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1659)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 1667)

Emploi : allègement des charges sociales : petites et moyennes entreprises (p. 1675)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1675)

Finances publiques : universalité budgétaire : allègement des charges sociales (p. 1659)

Impôt de solidarité sur la fortune : résidence principale (p. 1677)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1675)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1677, 1722)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" : collectivités locales (p. 1677)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1666, 1722)

Jeunes : travail étudiant : impôt sur le revenu (p. 1722)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1676)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1677)

Président de la République (p. 1675)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1676)

Travail : heures supplémentaires : collectivités territoriales (p. 1677)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1675 et s.)

Travail : heures supplémentaires : transports (p. 1677)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses amendements n^{os} 264, 257 à 263, 254 à 256 rectifié (p. 1761 et s., 1792 et s.)

Son intervention (p. 1795)

Après l'article 1er

Son amendement n^o 253 (suppression des allègements de cotisations sociales pour les entreprises de plus de 500 salariés - plafonnement des "niches fiscales" - progression des concours de l'Etat aux collectivités territoriales ne pouvant excéder la croissance brute de la dépense de l'Etat) (p. 1829) : retiré (p. 1830)

Son amendement n^o 265 (extension aux travailleurs indépendants du bénéfice de l'exonération d'impôt sur le revenu sur les heures supplémentaires : rapport du Gouvernement) (p. 1830) : retiré (p. 1831)

Après l'article 2

Son amendement n^o 266 (étudiants non rattachés au foyer fiscal de leurs parents : crédit d'impôt de 20 % de leurs revenus salariaux) : rejeté (p. 1846)

Après l'article 3

Son amendement n^o 268 (crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt : rapport au Parlement vérifiant que la mesure bénéficie au contribuable et analyse de ses conséquences) (p. 1868) : adopté après rectification (p. 1869)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1888 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n^o 270 (exonération de la part successorale des frères et sœurs bénéficiant de l'abattement de 57 000 €) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Son amendement n^o 367 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1923)

Son intervention (p. 1926)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Son amendement n^o 379 rectifié (p. 2052)

Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son amendement n^o 380 rectifié (p. 2068)

Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son intervention (p. 2072)

Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)

Son sous-amendement n^o 485 à l'ad. n^o 97 de M. Gilles Carrez : adopté (p. 2074)

Son amendement n^o 384 (p. 2075)

Son amendement n^o 385 : adopté (p. 2075)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 92 de la commission (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076)

Son amendement n° 468 (prime pour l'emploi - rapport sur la diminution du délai de perception et l'inscription sur le bulletin de salaire) (p. 2076) : adopté (p. 2077)

Son amendement n° 382 (revenu de solidarité active : rapport sur les mesures d'accompagnement financier au bénéfice des départements) : retiré (p. 2077)

Explications de vote et vote [16 juillet 2007] (p. 2079)

Ses explications de vote (p. 2081)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2081)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2612)

Son intervention (p. 2619)

Thèmes :

Donations et successions (p. 2620)

Emploi : allègement des charges sociales : petites et moyennes entreprises (p. 2619)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fonds propres (p. 2620)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2620)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2620 et s.)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2619)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2620 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 2620)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2621)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2620)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1er août 2007] (p. 2625)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2626)

Ses explications de vote (p. 2628)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2628)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1990)

Son intervention (p. 1993)

Thèmes :

Assemblée nationale : question préalable (p. 1990)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1993 et s.)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 1993 et s.)

Finances publiques : dépenses : évaluation (p. 1994)

Finances publiques : dette publique (p. 1995)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat : personnels (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : collectivités territoriales (p. 1994)

Finances publiques : prélèvements sur recettes : Union européenne (p. 1994)

Impôt sur les sociétés (p. 1995)

Impôts et taxes : exonérations : dégrèvement (p. 1995)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1993)

Lois de règlement (p. 1993)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 1994)

Discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 2007)*Après l'article 8*

Intervient sur l'adt n° 1 rectifié de la commission (rapport sur les opérateurs de l'Etat : prise en compte de la dernière année dont l'exécution est définitivement connue, de l'année en cours et de l'année suivante) (p. 2008)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration**[16 juillet 2007] (p. 2008)**

Son intervention (p. 2019)

Thèmes :

Collectivités territoriales : "bouclier fiscal" (p. 2021)

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2021)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2023)

Collectivités territoriales : fiscalité : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2021)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 2022)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2021)

Emploi : seniors (p. 2021)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : allègement des charges sociales (p. 2023)

Etablissements de santé : réduction du temps de travail (p. 2021)

Etat : réforme (p. 2022)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2020, 2022)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 2019 et s.)

Finances publiques : déficits publics et sociaux : fonctionnement (p. 2023)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2022)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2022)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2020)

Finances publiques : recettes fiscales : plus-values (p. 2022)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2023)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2022)

Impôts locaux : taxe professionnelle : réforme (p. 2022)

Politique économique : croissance (p. 2019 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2019)

Politique générale : réforme (p. 2023)

Politiques communautaires : pacte de stabilité : Président de la République (p. 2019)

Retraites : régime général : réforme (p. 2021)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : réforme (p. 2021)

Sécurité sociale : fraude (p. 2022)

Sécurité sociale : déficit (p. 2020 et s.)

Déclaration du Gouvernement n° 245 sur les régimes spéciaux de retraite

[3 octobre 2007] (p. 2533)

Son intervention (p. 2551)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2553)

Retraites : généralités : solidarité (p. 2552)

Retraites : généralités : âge de la retraite (p. 2552)

Retraites : généralités : cotisations (p. 2553)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : dialogue social (p. 2554)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Banque de France (p. 2552, 2553)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : EDF et GDF (p. 2552, 2553)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 2552 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins (p. 2552)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : RATP (p. 2553)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : SNCF (p. 2552, 2553)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2786)

Son intervention (p. 2843)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2889)

Thèmes :

Assemblée nationale : motions de procédure (p. 2786, 2889)

Collectivités territoriales : dépenses (p. 2844)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2844, 2889 et s.)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 2845)

Elections et référendums : élection présidentielle : élections législatives (p. 2845)

Energie et carburants : pétrole (p. 2843)

Enseignement maternel et primaire (p. 2843)

Entreprises : allègement des charges : fiscalité (p. 2844)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 2843 et s., 2889)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 2843 et s.)

Finances publiques : dépense : efficacité : politiques publiques (p. 2786 et s.)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 2843)

Finances publiques : dépenses fiscales : prélèvements sur recettes (p. 2844)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2845)

Finances publiques : exécution du budget (p. 2843)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2786, 2843)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2844)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" : impôt minimal (p. 2844)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2890)

Justice : crédits (p. 2843)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2843)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2845)

Partis et mouvements politiques : Nouveau centre (p. 2787)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2843)

Recherche : innovation (p. 2843)

Secteur public : privatisations (p. 2889)

Sécurité sociale : déficit (p. 2845)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 2844)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 2845)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2843)

Union européenne : euro (p. 2843)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 7 (crédit d'impôt sur le revenu accordé au titre des intérêts des prêts contractés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Ses interventions (p. 2893 et s.)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2905)

Article 3 précédemment réservé (revalorisation des seuils et limites de la prime pour l'emploi)

Ses interventions (p. 2915 et s.)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Ses interventions (p. 2921 et s.)

Son amendement n° 151 (p. 2924)

Son sous-amendement n° 300 à l'adt n° 70 de M. Gilles Carrez (p. 2925)

Ses amendements n° 152 et 154 (p. 2928)

Après l'article 7

Intervient sur l'adt n° 240 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (économies d'énergie dans l'habitation principale - crédit d'impôt : bénéficiaire du plafond de 16 000 € pour les personnes seules) (p. 2938)

Intervient sur l'adt n° 214 précédemment réservé de M. Jérôme Cahuzac (heures supplémentaires : non-prise en compte pour le calcul de la prime pour l'emploi) (p. 2942)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n° 160 (p. 2944)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jérôme Cahuzac (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2946)

Son amendement n° 149 (plafonnement à 80 % de l'impôt dû des déductions ou réductions de l'impôt sur le revenu et du revenu imposable hors quotient familial) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son amendement n° 150 rectifié (déductions ou réductions de l'impôt sur le revenu et du revenu imposable (hors quotient familial) - plafonnement à 80 % de l'impôt hors investissements outre-mer) (p. 2949) : retiré (p. 2950)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2959)

Son amendement n° 163 (parts de GFA et biens ruraux donnés par bail à long terme - transmission et ISF : application de l'abattement de 75 % sur le montant excédant 76 000 €) : retiré (p. 2960)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 3 de la commission (petits matériels et outillages pouvant être passés directement en charges déductibles : valeur unitaire maximale portée de 500 à 1 000 €) (p. 2961)

Son sous-amendement n° 297 (plafond de 50 % des recettes agricoles et de 100 000 € pour la production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ou éolienne) à l'adt n° 76 rectifié de M. Marc Le Fur (vente d'énergie issue des exploitations agricoles : régime des bénéfices agricoles) : adopté (p. 2964)

Article 11 (aménagement du régime des plus ou moins-values sur titres de sociétés à prépondérance immobilière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)

Son amendement n° 165 (p. 2972)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 260 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP) (p. 2973)

Intervient sur l'adt n° 261 de M. Philippe Martin (carburateurs destinés aux aéronefs - suppression de l'exonération de TIPP pour les vols intérieurs) (p. 2973)

Intervient sur l'adt n° 8 deuxième rectification de la commission (entreprises de valorisation de la biomasse : exonération de la TIPP sur le charbon, les houilles et le lignite) (p. 2974)

Son amendement n° 164 rectifié (plus-values professionnelles réalisées lors de la transmission à titre gratuit de parts de l'entreprise : extension de l'exonération aux plus-values en report d'imposition du fait du changement de régime fiscal de la société ou de la cessation d'activité de l'associé) : retiré (p. 2976)

Intervient sur l'adt n° 146 rectifié de M. Didier Migaud (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2978)

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Jérôme Cahuzac ("taxe Tobin" - article 235 ter ZD du code général des impôts : fixation du taux à 0,05 %) (p. 2979)

Son amendement n° 156 (stock-options attribuées aux mandataires sociaux : interdiction d'exercice avant la cessation de leurs fonctions - plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 € - contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 157 (stock-options : plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 € - contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 159 (stock-options : plus-values d'acquisition et de cession taxées au taux de 30 % et de 40 % à partir de 50 000 €) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son amendement n° 158 (stock-options : contribution sociale au taux de 8 %) (p. 2976) : retiré (p. 2979)

Son sous-amendement n° 301 rectifié (ajout des dépenses exposées par les départements) à l'adt n° 7 de la commission (dépenses exposées par les communes pour le déneigement de la voirie communale : TVA au taux réduit) (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son sous-amendement n° 303 (ajout de la voirie départementale) à l'adt n° 7 de la commission (p. 2985) : retiré (p. 2986)

Son amendement n° 95 (sacs de caisse en plastique non biodégradables : institution d'une taxe de 0,20 €) (p. 2989) : retiré (p. 2990)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 167 rectifié (p. 3007)

Son sous-amendement n° 305 deuxième rectification à l'adt n° 9 de la commission (p. 3007)

Article 16 (répartition du produit des amendes des radars automatiques)

Ses amendements n°s 280, 168 rectifié et 169 rectifié (p. 3012 et s.)

Son amendement n° 170 rectifié : adopté (p. 3014)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Ses amendements n°s 279 et 211 (p. 3020 et s.)

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3060)

Ses explications de vote (p. 3062)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 3062)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3953)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : météorologie : crédits budgétaires (p. 3954)

Impôts et taxes : transports aériens (p. 3953)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme : financement (p. 3953)

Transports aériens : gendarmerie de l'air (p. 3953)

Transports aériens : aéroports (p. 3954)

Transports aériens : compagnies à bas prix : aménagement du territoire (p. 3954)

Transports aériens : Direction générale de l'aviation civile (DGAC) (p. 3953)

Transports aériens : personnel : retraites complémentaires (p. 3954)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4367)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4368)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5382)

Son intervention (p. 5386)

Thèmes :

Energie et carburants : biocarburants : fiscalité (p. 5387)

Entreprises : allégement des charges (p. 5387)
 Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 5386 et s.)
 Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 5387)
 Finances publiques : dépense : efficacité (p. 5387)
 Finances publiques : dette publique (p. 5387)
 Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5387)
 Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 5388)
 Parlement : prérogatives : Assemblée nationale (p. 5387)
 Personnes âgées : allocation personnalisée d'autonomie (APA) : successions (p. 5387)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 5387)
 Recherche : enseignement supérieur (p. 5387)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [18 décembre 2007] (p. 5389)

Intervient sur l'ad t n° 7 du Gouvernement (article 32 du projet de loi et état A - équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois : de coordination - déficit de 41,687 milliards d'euros en diminution de 34 millions d'euros par rapport au projet présenté en première lecture) (p. 5391)

Intervient sur l'ad t n° 5, deuxième rectification du Gouvernement (article 35 du projet de loi et état D - majoration des crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers de 483 millions d'euros : de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 278 après l'article 23 du projet de loi de finances rectificative pour 2007 instituant un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5391)

Explications de vote et vote [18 décembre 2007]

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5388)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5036)

Son intervention (p. 5042)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5066)

Thèmes :

Agriculture : fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles (p. 5043)

Agriculture : taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles (p. 5043)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5042)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de compétences (p. 5044)

Culture : mécénat (p. 5042 et s.)

Energie et carburants : biocarburants : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5043)

Entreprises : allégement des charges (p. 5044)

Entreprises : Electricité de France (EDF) : impôt sur les sociétés (p. 5042)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5042)

Finances publiques : recettes fiscales (p. 5042 et s.)

Hôtellerie et restauration : tabac (p. 5043)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 5044)

Impôts et taxes : contrôle fiscal : flagrant délit (p. 5042)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5042)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : TVA (p. 5036 et s., 5066)

Logement : Pass-foncier (p. 5043)

Partis et mouvements politiques : gauche : finances publiques (p. 5036, 5066)

Secteur public : privatisations : Electricité de France (EDF) (p. 5042)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 5042)

Transports aériens : kérosène : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 5037)

Transports ferroviaires : SNCF : endettement (p. 5042)

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad t n° 166 de M. Henri Emmanuelli (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8%) (p. 5070)

Son amendement n° 240 (réversions d'usufruit au profit du conjoint survivant : régime des droits de mutation par décès) (p. 5070) : retiré (p. 5071)

Article 7 et état B (équilibre général du budget et plafond d'autorisation des emplois)

Intervient sur l'ad t n° 4 de la commission (p. 5072)

Article 14 (aménagement de la durée des contrôles fiscaux et des délais de réponse des contribuables et de l'administration)

Ses amendements n°s 243 et 244 (p. 5074)

Article 17 (adaptation du contrôle fiscal des comptabilités informatisées)

Son amendement n° 245 (p. 5076)

Article 18 (avantages fiscaux en faveur des activités et du patrimoine culturels)

Son intervention (p. 5079)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 203 de M. Patrice Martin-Lalande (zones "blanches" d'internet : crédit d'impôt de 50 % plafonné à 500 € pour l'achat et l'installation d'équipements) (p. 5089)

Après l'article 19

Son amendement n° 237 (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Son amendement n° 238 (redevance audiovisuelle : dégrèvement de 50 % en 2008 et de 25 % en 2009 pour les personnes âgées non assujetties à l'impôt sur le revenu) (p. 5092) : devenu sans objet (p. 5095)

Intervient sur l'adt n° 192 de M. Jérôme Cahuzac (redevance audiovisuelle : émission de l'avis d'imposition avec celui de l'impôt sur le revenu) (p. 5096)

Article 20 (régime fiscal des logements construits dans le cadre d'un Pass Foncier)

Son amendement n° 224 (p. 5097)

Après l'article 20

Son sous-amendement n° 290 (prise en compte de la réglementation européenne : exclusion des entreprises en difficulté et limitation du montant des souscriptions par société à 1,5 millions d'euros par période de douze mois) à l'adt n° 266 de M. Jean-Michel Fourgous (ISF : amélioration des dispositifs de réduction d'assiette et de diminution du montant de l'imposition en faveur des investissements effectués dans les PME par la souscription de parts de fonds communs de placements à risque ou de fonds communs de placement pour l'innovation) (p. 5102) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 5103)

Intervient sur l'adt n° 9 de la commission (ISF : éligibilité des dons aux associations reconnues d'utilité publique pour la réduction de l'imposition) (p. 5104)

Après l'article 21

Intervient sur l'adt n° 178 de M. Jérôme Cahuzac (allègements de charges consentis aux entreprises : condition de négociations salariales de branche) (p. 5109)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jérôme Cahuzac (travail à temps partiel : majoration de 10 % des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés des entreprises d'au moins vingt salariés dont les

employés à temps partiel représentent plus de 25 % de l'effectif) (p. 5109)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 43 de M. Yves Bur (ostéopathes « exclusifs » : exonération de la TVA) (p. 5110)

Son amendement n° 255 (pompes funèbres : TVA au taux réduit) (p. 5110) : retiré (p. 5111)

Intervient sur l'adt n° 289 du Gouvernement (poissons, crustacés et mollusques marins : institution d'une taxe au taux de 2,6 % sur leur première livraison) (p. 5113)

Après l'article 23

Intervient sur le sous-adt n° 291 de M. Stéphane Demilly (véhicules fonctionnant au carburant modulable : calcul sur un rejet de CO² réduit de 85 %) à l'adt n° 278 du Gouvernement (p. 5124)

Intervient sur le sous-adt n° 283 de M. Marc Le Fur (nouveau barème établi par place assise) à l'adt n° 278 du Gouvernement (p. 5124, 5127)

Intervient sur le sous-adt n° 284 de M. Marc Le Fur (véhicules offrant plus de cinq places assises : exonération) à l'adt n° 278 du Gouvernement (p. 5124, 5127)

Son sous-amendement n° 286 (véhicules fonctionnant au flexifuel : exonération) à l'adt n° 278 du Gouvernement (application d'un « malus CO² » lors de la première immatriculation d'un véhicule particulier et création d'un fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres) (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Son sous-amendement n° 293 (véhicules fonctionnant à l'E85 : réduction de 50 % du montant de la taxe) à l'adt n° 278 du Gouvernement (p. 5124) : retiré (p. 5128)

Après l'article 24

Son amendement n° 246 (tabac à rouler : minimum de perception du droit de consommation fixé à 83 € au lieu des 85 € prévus par le projet de loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 5128)

Son amendement n° 247 (produits du tabac : transport ou détention limités à 200 cigarettes ou 400 grammes de tabac) : rejeté (p. 5129)

Après l'article 25

Ses amendements n°s 251 et 250 (rééquilibrage des aides fiscales entre les différentes filières de biocarburants) (p. 5129) : rejetés (p. 5130)

Son amendement n° 94 (sacs en plastique : institution d'une taxe) (p. 5130) : retiré (p. 5131)

Intervient sur l'adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (sociétés pétrolières : institution d'une taxe sur les provisions pour hausses des prix supérieures à 15 millions d'euros) (p. 5132)

Intervient sur le sous-adt n° 285 du Gouvernement (fuel domestique : création d'un fonds bénéficiant aux ménages modestes) à l'adt n° 87 rectifié de M. Frédéric Lefebvre (p. 5132)

Après l'article 26

Son amendement n° 236 (interdiction de fumer dans les cafés, hôtels, restaurants, discothèques et bars-tabac : possibilité de dérogation et, pour les bars-tabacs de moins de cent mètres carrés, de réduction de 50 % des bases de taxe professionnelle) (p. 5134) : rejeté (p. 5135)

Après l'article 27

Intervient sur l'adt n° 181 de M. Jean-Louis Dumont (transactions immobilières portant sur plus de 700 m² réalisées par le secteur privé : possibilité de porter les droits de mutations de 3,6 % à 3,9 %) (p. 5136)

Après l'article 28

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Didier Gonzales (simplification et élargissement de l'assiette de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5138)

Article 29 (reprise par l'État de la dette de la SNCF au titre du service annexe d'amortissement de la dette publique)

Son intervention (p. 5139)

Après l'article 35

Intervient sur l'adt n° 56 rectifié du Gouvernement (état de catastrophe naturelle : délai de dix-huit mois pour la formulation de la demande communale de reconnaissance) (p. 5141)

Intervient sur l'adt n° 57 du Gouvernement (modification des tarifs de la taxe sur les nuisances sonores aériennes - TNSA -) (p. 5142)

Intervient sur l'adt n° 21 du Gouvernement (ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur : suppression du plafonnement de déduction des dépenses pour l'accueil des élèves et étudiants handicapés de la pénalité due au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique) (p. 5144)

Intervient sur l'adt n° 62 deuxième rectification du Gouvernement (Saint-Martin et Saint-Barthélemy : calcul des dotations de l'État) (p. 5146)

Son amendement n° 242 (rapport présentant les mesures compensatoires prévues en faveur des bars-tabacs du fait de la mise en conformité au droit communautaire de la législation sur les jeux en ligne) : retiré (p. 5147)

Son amendement n° 249 (Fonds de financement de la protection sociale agricole : rapport sur les mesures envisagées pour en garantir un financement durable) : retiré (p. 5147)

Ses explications de vote (p. 5148)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5149)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Ayant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5511)

Son intervention (p. 5513)

Thèmes :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer : impôts et taxes (p. 5514)

Automobiles et cycles : malus CO² (p. 5513)

Énergie et carburants : biocarburants (p. 5513 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 5514)

Impôt sur les sociétés (p. 5514)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 5513 et s.)

Partis et mouvements politiques : Nouveau centre : finances publiques (p. 5514)

Politique économique : croissance (p. 5514)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5517)

Intervient sur l'adt n° 2 du Gouvernement (article 22 quater - taxe sur la première livraison des poissons, crustacés et mollusques marins : taxe incluse dans la base de la TVA) (p. 5517)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5518)

Ses explications de vote (p. 5519)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5519)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention (p. 5523)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : tarifs (p. 5524)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5523)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5524)

Commerce et artisanat : petit commerce (p. 5524)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 5523)

Politique économique : inflation : matières premières (p. 5523)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5523)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5524)

Explications de vote et vote [20 décembre 2007] (p. 5532)

Ses explications de vote (p. 5533)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 5533)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 204)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : Parti communiste : construction européenne (p. 204)

Union européenne : construction européenne (p. 204)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 204)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Sa motion de renvoi en commission (p. 302) soutenue par M. Frédéric Lefebvre : adoptée (p. 306)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1505)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes : procédures (p. 1506)

Collectivités territoriales : assemblées locales : gestion de fait (p. 1506)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 1505)

Elections et référendums : Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) (p. 1506)

Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1505)

Finances publiques : comptabilité publique : comptables (p. 1505)

Justice : Cour des comptes : audiences (p. 1505)

Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1505)

Justice : délais : Cour des comptes (p. 1505)

Discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1508)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 33 de M. René Dosière (suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre du budget sur les débits prononcés à l'encontre des comptables) (p. 1510)

Après l'article 16

Intervient sur l'adt n° 28 rectifié de la commission des finances (déclaration de gestion de fait - avis de l'assemblée délibérante de la collectivité concernée) (p. 1513)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1517)

Ses explications de vote (p. 1518)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1518)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1710)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités (p. 1712)

Collectivités territoriales (p. 1712 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : UNEDIC (p. 1711)

Entreprises : allègement des charges (p. 1712)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1710 et s.)

Famille : carte famille nombreuse (p. 1711)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1712)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 1712)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique : réforme (p. 1711)

Parlement : rôle (p. 1711)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) (p. 1712)

Retraites : généralités (p. 1712)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2261)

Thèmes :

- Finances publiques : loi de programmation (p. 2261)
- Finances publiques : dette publique (p. 2261)
- Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 2261)
- Sécurité sociale : loi de financement : équilibre budgétaire (p. 2261)
- Union européenne : Traité de Maastricht : équilibre budgétaire (p. 2261)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

- Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)
- Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)
- Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Après l'article 10

- Intervient sur le sous-adt n° 580 de M. Jean-Christophe Lagarde (et les commissions spéciales prévues à l'article 43) à l'adt n° 59 de la commission (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires) (p. 2535)

Article 11 (domaine de la loi)

- Son intervention (p. 2537)
- Son amendement n° 205 (p. 2557)
- Son amendement n° 208 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2557)
- Son amendement n° 207 (p. 2557) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2562)

Après l'article 14

- Intervient sur l'adt n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)
- Intervient sur l'adt n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)
- Intervient sur l'adt n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2598)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4427)

Article 6 (droit de grâce)

Son intervention (p. 4431)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2772)

Son intervention (p. 2785)

Thèmes :

- Banques et établissements financiers : comptes courants : accès (p. 2786)
- Entreprises : entreprises individuelles (p. 2785)
- Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2786)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1060 rectifié de Mme Martine Carrillon-Couvreur (p. 2913)

Intervient sur l'adt n° 1369 de M. François Sauvadet (p. 2914 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2921)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1367 de M. François Sauvadet (p. 2929)

Son amendement n° 1368 : retiré (p. 2930)

Son amendement n° 1370 (p. 2930) : retiré (p. 2931)

Intervient sur l'adt n° 220 de la commission des finances (rapport au Parlement avant la loi de finances pour 2009 sur l'instauration d'une réserve spéciale d'autofinancement en faveur des entreprises individuelles) (p. 2934)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 146 de la commission (p. 2942)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2959 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 1381 (p. 2975) : retiré (p. 2976)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Son amendement n° 1386 (p. 3129)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'État) (p. 3196)

Intervient sur l'adt n° 658 de Mme Catherine Vautrin (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'État) (p. 3198)

Son sous-amendement n° 1556 (régime fiscal en cas de non transfert d'un immeuble) à l'adt n° 446 de la commission (p. 3196) : adopté (p. 3198)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206)

Après l'article 37

Reprend l'adt n° 436 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'État) (p. 3214) : retiré (p. 3214)

Article 39 (réforme du livret A)

Son intervention (p. 3242, 3255 et s.)

Après l'article 40

Intervient sur le sous-adt n° 1561 de M. Gilles Carrez à l'adt n° 253 de la commission des finances (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3292)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Son intervention (p. 3295)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Son intervention (p. 3299 et s.)

Après l'article 42

Intervient sur l'adt n° 278 de la commission des finances (p. 3305)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 1316 rectifié de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3315)

Intervient sur l'adt n° 1317 de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3319)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3325)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 3325)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3829)

Son intervention (p. 3834)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3829, 3834)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3836)

Finances publiques : dette publique : calcul (p. 3835)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : comptabilité publique (p. 3836)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : élargissement (p. 3834)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Royaume-Uni (p. 3835)

Union européenne : contrats de partenariat public-privé (p. 3835)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Son amendement n° 91 (p. 3844)

Son intervention (p. 3845)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 92 (p. 3858) : adopté après modification (p. 3859)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Son amendement n° 93 (p. 3870)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Son amendement n° 94 : adopté après modification (p. 3872)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3943)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 3944)

Etat : comptes : patrimoine (p. 3945)

Finances publiques : dégrèvement (p. 3944)

Finances publiques : maîtrise des dépenses (p. 3943 et s.)

Finances publiques : débudgétisations (p. 3944)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3945)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 3944)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 3944)

Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 3944)

Justice : Cour des comptes (p. 3943 et s.)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3943)

Secteur public : privatisations (p. 3945)

Sécurité sociale : dette de l'Etat (p. 3944)

CRÉDITS DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Son intervention (p. 3955)

Thèmes :

Départements : sous-préfectures (p. 3956)

Elections et référendums : propagande électorale : crédits (p. 3956)

Etat : réforme (p. 3956)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 3956)

Régions : budgets opérationnels de programme (p. 3955)

CRÉDITS DE LA SANTÉ

Son intervention (p. 3967)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses fiscales : santé publique (p. 3967)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la santé (p. 3967)

Santé : cancer : Plan (p. 3968 et s.)

Santé : crédits : missions (p. 3967)

Santé : tabagisme (p. 3967)

CRÉDITS DU PROGRAMME « TRANSPORTS AÉRIENS » ET BUDGET ANNEXE « CONTRÔLE ET EXPLOITATION AÉRIENS »

Son intervention (p. 3971)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) : kérosène (p. 3972)

Transports aériens : crédits (p. 3971)

Transports aériens : indicateurs de performance (p. 3972)

Transports aériens : Direction générale de l'aviation civile (DGAC) (p. 3972)

Transports aériens : personnel (p. 3971)

Transports aériens : pilotes : formation professionnelle (p. 3972)

Transports aériens : taxe d'aviation civile (p. 3972)

Discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3974)

Après l'article 9

Intervient sur l'ad n° 2 de M. Pierre Méhaignerie (création d'annexes aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale récapitulant respectivement les dépenses fiscales et les réductions ou exonérations de cotisations sociales) (p. 3974)

Abstention du groupe Nouveau Centre (p. 3945)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4537)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : crédit (p. 4537)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4538 et s.)

Commerce extérieur (p. 4538)

Energie et carburants : pétrole (p. 4537)

Finances publiques : budget pluriannuel (p. 4539)

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 4538)

Finances publiques : dette publique (p. 4538)

Finances publiques : opérateurs de l'Etat (p. 4539)

Finances publiques : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 4538)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4539)

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4539)

Impôts locaux : dégrèvement (p. 4538 et s.)

Logement (p. 4537)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4538)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4539)

Union européenne : euro : taux d'intérêt (p. 4537)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion
--

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [30 septembre 2008]
(p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ;
[7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5366 et s.)